

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202675]

**25 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 1<sup>er</sup>, § 7, de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs inséré par la loi du 23 décembre 2005;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, les articles 2, alinéa 3, 4, 5, § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et 5, et § 2, 6, alinéas 2, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et 4, 7, alinéa 2, 9, § 7, 10 et 16, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2007 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2007 déterminant les modalités d'exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2007 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2018;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 4 février 2019;

Vu le rapport du 5 décembre 2018 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières régies en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'urgence, motivée par le fait que le décret entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2019, que la section de législation a été saisi du même projet dans un délai de trente jours, que le projet de décret figurait à l'ordre du jour de la séance plénière du Parlement du 20 mars 2019, que, compte tenu des circonstances politiques particulières, cette séance plénière a été reportée de 15 jours, que, le 1<sup>er</sup> avril 2019, la section de législation a constaté que le décret relatif à la formation professionnelle individuelle n'existait toujours qu'à l'état de projet, en cours de discussion au Parlement wallon et que le projet d'arrêté faisant l'objet de la demande d'avis était "actuellement" dépourvu de fondement juridique (avis 65.689/2), que, lors de la séance plénière du 3 avril 2019, le Parlement a adopté le décret, que le législateur a, malgré tout, maintenu la date d'entrée en vigueur prévue initialement (1<sup>er</sup> mai 2019) afin de disposer le plus vite possible d'un dispositif flexible et adapté aux réalités des entreprises en évolution constante et rapide et aux profils des demandeurs d'emploi, que les dispositions du décret ne pourront pas être appliquées sans arrêté d'exécution, que le décret contient des habilitations qui ne peuvent pas être mises en vigueur avec effet rétroactif et que, dans ces conditions, une demande d'avis dans les trente jours ne permettra pas de faire entrer en vigueur le projet d'arrêté à la même date que le décret;

Vu l'avis 65.871/2 du Conseil d'État, donné le 10 avril 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie donné le 11 janvier 2019;

Considérant l'avis n° 1414 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 28 janvier 2019;

Sur proposition du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le décret : le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle;

2<sup>o</sup> le stagiaire rencontrant des difficultés d'insertion : soit :

a) le stagiaire qui ne possède pas de certificat du troisième degré de l'enseignement secondaire;

b) le stagiaire de moins de vingt-cinq ans qui, au moment de la conclusion du contrat de formation-insertion est inoccupé depuis au moins un an;

c) le stagiaire de vingt-cinq ans ou plus qui, au moment de la conclusion du contrat de formation-insertion est inoccupé depuis au moins deux ans;

d) le stagiaire qui a obtenu une reconnaissance de handicap;

e) le stagiaire à charge de l'Inami qui est accompagné dans le cadre d'un trajet de réinsertion, qu'il soit en trajet de réorientation ou de réhabilitation professionnelle;

3<sup>o</sup> le primo-employeur : l'employeur qui n'a procédé au jour de la conclusion du contrat de formation-insertion à aucun engagement sous contrat de travail en application de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

4<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a la formation dans ses attributions.

**Art. 3.** En application de l'article 16, alinéa 2, du décret, l'entrée en vigueur du décret est reportée au 1<sup>er</sup> avril 2022 pour les employeurs de la fonction publique non soumis à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires à l'exception :

1<sup>o</sup> des entreprises publiques autonomes;

2<sup>o</sup> des pouvoirs locaux pour les activités professionnelles pour lesquelles il existe un processus de validation de compétences recommandé par la circulaire du Ministre des pouvoirs locaux et de la ville du 25 janvier 2011 relative à la valorisation des compétences dans le cadre du Pacte pour une fonction publique locale et provinciale solide et solidaire.

Le Ministre peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** L'entreprise de travail intérimaire qui conclut un C.F.I. sélectionne le stagiaire et l'employeur-utilisateur. L'employeur-utilisateur est référencié au plan de formation.

§ 2. Le C.F.I. conclu avec une entreprise de travail intérimaire ne peut être accordé qu'aux stagiaires répondant aux conditions suivantes :

a) moins de vingt-cinq ans et, au moment de la conclusion du contrat de formation-insertion est inoccupé depuis au moins un an;

b) au moins cinquante ans et, au moment de la conclusion du contrat de formation-insertion est inoccupé depuis au moins un an.

§ 3. La durée du contrat de formation-insertion conclu avec une entreprise de travail intérimaire est de minimum quatre semaines et de maximum treize semaines.

Le stagiaire pour lequel le C.F.I. est conclu avec une entreprise de travail intérimaire peut, au cours des trois mois précédents ce C.F.I., avoir effectué une mission intérim pour l'employeur-utilisateur pendant vingt jours ouvrables au maximum dans la même fonction que celle pour laquelle le C.F.I. est conclu avec l'entreprise de travail intérimaire.

**Art. 5.** Les prestations du contrat de formation-insertion ne peuvent pas débiter avant sa signature par les trois parties.

Aucune prestation ne peut avoir été effectuée, pour l'activité professionnelle, dans le cadre d'un contrat de travail par le stagiaire chez l'employeur avant la signature du contrat de formation-insertion, à l'exception des prestations effectuées dans le cadre d'un contrat de travail, en ce compris un contrat de travail intérimaire, dont la durée cumulée ne peut pas excéder vingt jours dans les trois mois qui précèdent.

**Art. 6.** La durée du contrat de formation-insertion ne peut pas être inférieure à quatre semaines, ni supérieure à vingt-six semaines.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour le stagiaire rencontrant des difficultés d'insertion, la durée du contrat de formation-insertion peut être supérieure à vingt-six semaines sans excéder cinquante-deux semaines.

La durée du contrat de formation-insertion est fonction de l'écart entre les compétences du stagiaire et celles à acquérir au terme du contrat formation-insertion.

§ 2. En cas de périodes de suspension du contrat de formation-insertion pour maladie, accident de travail ou accident sur le chemin du travail, grève au sein de l'entreprise, chômage économique, intempéries, fermeture collective d'entreprise pour vacances annuelles ou pour cas de force majeure, vacances annuelles du stagiaire autorisées par l'employeur et à la demande de l'entreprise formulée au plus tard sept jours avant le terme initial du contrat de formation-insertion, le Forem peut prolonger la durée initiale de la formation-insertion de la durée équivalente aux périodes de suspension.

Le contrat de formation-insertion est prolongé de la durée des périodes de suspension du contrat de formation-insertion uniquement si la somme des périodes, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est au moins égale à sept jours ouvrables.

**Art. 7.** Le contrat de formation-insertion contient notamment :

1° la description de l'activité professionnelle à pourvoir;

2° le plan de formation;

3° la durée du contrat de formation-insertion;

4° la durée hebdomadaire des prestations effectives exprimées en nombre d'heures par semaine établie en fonction des dispositions relatives à la durée et à l'horaire de travail en vigueur chez l'employeur pour l'activité professionnelle visée au 1° et ce, sans possibilité de prester des heures supplémentaires;

5° le mode de calcul de la prime visée à l'article 6, alinéa 2, 1°, du décret;

6° le mode de calcul de l'indemnité pour frais de déplacement visée à l'article 6, alinéa 2, 2°, du décret;

7° le mode de calcul de l'indemnité pour les frais de garde éventuels visée à l'article 6, alinéa 2, 3°, du décret;

8° les engagements de l'employeur relatifs aux obligations visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du décret;

9° le salaire mensuel brut à l'embauche du stagiaire fixé pour l'activité professionnelle visée au 1° dans le respect des conventions collectives de travail ou des barèmes applicables à l'employeur de la fonction publique concerné;

10° les modalités d'évaluation de la formation.

Outre les dispositions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le contrat de formation-insertion contient une période d'essai égale au tiers de la durée du contrat de formation-insertion prévue. Elle est égale au minimum à deux semaines et ne peut pas dépasser huit semaines.

Pendant cette période d'essai, chacune des parties peut mettre fin au présent contrat moyennant un préavis de sept jours notifié conjointement aux deux autres parties par envoi recommandé reprenant le ou les motif(s) de la rupture, sortissant ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Le modèle du contrat de formation-insertion est déterminé par le Ministre.

Toute clause contraire audit modèle est réputée non écrite.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Pendant l'exécution du contrat de formation-insertion, le Forem procède, soit à la demande de l'employeur ou du stagiaire, soit, le cas échéant, de sa propre initiative, à la vérification du bon déroulement de la formation.

Si la demande provient de l'employeur ou du stagiaire, le Forem y répond dans un délai de maximum quarante-huit heures.

La vérification du bon déroulement porte notamment sur les aspects suivants :

1° le respect par les parties des conditions d'exécution du contrat formation-insertion notamment le respect des horaires;

2° l'intégration du stagiaire chez l'employeur;

3° l'intégration au poste de travail du stagiaire;

4° le suivi et l'accompagnement du stagiaire par l'employeur et, le cas échéant, le tuteur;

5° l'évolution déclarée par le stagiaire et l'employeur en matière de compétences, conformément aux engagements respectifs établis dans le plan de formation.

§ 2. Au terme du contrat de formation-insertion, l'employeur délivre au stagiaire l'attestation de compétences professionnelles visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, du décret. Il en adresse copie au Forem.

En cas de désaccord du stagiaire sur le degré d'acquisition des compétences professionnelles, celui-ci introduit un recours dans un délai de dix jours. Le recours est adressé par envoi recommandé avec accusé de réception au Forem ou déposé en main propre au Forem contre accusé de réception. Le recours mentionne les éléments précis qui le motivent. Dans les dix jours qui suivent la réception du recours, le Forem auditionne le stagiaire et l'employeur. Le Forem notifie sa décision au stagiaire et à l'employeur par envoi recommandé dans un délai de dix jours à dater de l'audition. Le stagiaire et l'employeur peuvent se faire assister par une personne de leur choix.

§ 3. Sur la base des attestations de compétences professionnelles, par an, le Forem procède dans le mois qui suit la fin du contrat formation-insertion et de manière aléatoire, pour vingt pour cent des contrats de formation-insertion, à la vérification de l'obligation de formation visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 7° et 8°, du décret.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Une convention de transfert de l'obligation prévue à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, du décret est conclue entre l'employeur chez lequel le stagiaire a effectué un contrat de formation-insertion et l'employeur qui s'engage à respecter l'obligation visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, du décret.

Chaque convention est agréée par le Forem avant tout début d'exécution du contrat de travail.

Le modèle de la convention est déterminé par le Ministre.

§ 2. Si le Forem n'obtient pas la preuve de l'obligation visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, du décret par sources de données authentiques et à sa demande, l'employeur lui fournit une copie du contrat de travail conclu à l'issue du contrat de formation-insertion.

En cas de fusion, scission, cession ou absorption, le contrat de formation-insertion et le contrat de travail, conclu à l'issue de celui-ci, sont maintenus aux mêmes conditions par la nouvelle entité ainsi créée.

**Art. 10.** Le contrat de formation-insertion prend fin avant son terme :

1° à la date de la communication par le curateur de la faillite de l'employeur;

2° sur décision motivée du stagiaire en cas de non-respect par l'employeur des obligations prévues à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, 4° et 7° du décret;

3° sur décision motivée de l'employeur en cas de cessation d'activités, d'inaptitude du stagiaire portant tant sur ses capacités physiques et intellectuelles que sur ses compétences comportementales et relationnelles, de non-obtention de la certification prévue au plan de formation et obligatoire pour l'exercice de la profession apprise, en cas d'engagement anticipé du stagiaire qui a acquis toutes les compétences requises pour le poste avant le terme de la période de formation;

4° sur décision motivée du Forem en cas de non-respect par l'employeur des obligations prévues à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, 6°, 12° et 14° du décret.

L'information relative à la rupture du contrat de formation-insertion et à sa motivation sont transmis au Forem dans les sept jours qui suivent le jour de la prise d'effet de la rupture.

**Art. 11.** La demande visée à l'article 4 du décret est adressée au Forem par envoi postal ou électronique ou via la plateforme informatique dédiée à cet effet.

La demande contient notamment :

1° les données d'identification de l'employeur et de la personne habilitée à le représenter pour la conclusion du contrat de formation-insertion;

2° le nom, l'expérience professionnelle et les qualifications du ou des tuteurs, visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du décret;

3° les caractéristiques de l'activité professionnelle à pourvoir;

4° le cas échéant, l'identification du stagiaire et de ses compétences;

5° le cas échéant, une proposition de plan de formation détaillant les tâches à accomplir et les compétences à acquérir par le stagiaire ainsi que la durée y afférente;

6° les conditions d'embauche offertes à l'issue du contrat de formation-insertion, notamment le type de contrat de travail, le salaire mensuel brut à l'embauche du stagiaire fixé pour l'activité professionnelle à pourvoir dans le respect des conventions collectives de travail ou des barèmes applicables à l'employeur de la fonction publique concerné et la durée hebdomadaire des prestations du contrat de formation-insertion dans le respect des conventions collectives de travail ou des dispositions légales et réglementaires en matière de durée des prestations applicables à l'employeur de la fonction publique concerné.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le Forem est chargé de l'instruction de chaque demande qui lui est adressée.

§ 2. Le Forem accuse réception de la demande dans les dix jours de la réception de celle-ci.

En cas de demande ou de dossier incomplet, le Forem en avise l'employeur dans l'accusé de réception en lui faisant part de la suspension du délai visé au paragraphe 3, jusqu'à la réception des pièces ou renseignements manquants.

L'employeur introduit ces pièces et renseignements selon les mêmes modes que la demande.

Le Forem adresse à l'employeur, dans les quinze jours qui suivent la date d'envoi de l'accusé de réception, un rappel du relevé des pièces manquantes.

À défaut de les avoir reçues dans les quinze jours qui suivent ce rappel, la demande est classée sans suite.

§ 3. Le Forem prend sa décision dans les quatorze jours qui suivent la réception du dossier complet.

A défaut de décision du Forem dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la décision est réputée favorable à l'employeur.

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** La prime mensuelle visée à l'article 6, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret est pour un contrat de formation-insertion dont la durée hebdomadaire des prestations correspond à un régime temps plein de :

1<sup>o</sup> vingt pour cent du revenu minimum mensuel moyen garanti, dénommé ci-après R.M.M.M.G., fixé par le Conseil national du Travail si le montant des allocations, revenu ou indemnités visés à l'article 6, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret est de 38,50 euros par jour ou plus adaptés selon l'indexation des allocations sociales;

2<sup>o</sup> quarante pour cent du R.M.M.M.G. fixé par le Conseil national du Travail si le montant des allocations, revenu ou indemnités visés à l'article 6, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret est compris entre 25,66 euros par jour et 38,49 euros par jour adaptés selon l'indexation des allocations sociales;

3<sup>o</sup> soixante pour cent du R.M.M.M.G. fixé par le Conseil national du Travail si le montant des allocations, revenu ou indemnités visés à l'article 6, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret est de 25,65 euros par jour ou moins adaptés selon l'indexation des allocations sociales;

4<sup>o</sup> quatre-vingt pour cent du R.M.M.M.G. fixé par le Conseil national du Travail si le stagiaire ne bénéficie d'aucune allocation, revenu ou indemnité visés à l'article 6, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret.

Si la durée hebdomadaire des prestations du contrat de formation-insertion correspond à un régime à temps partiel, le montant de la prime visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est calculé au prorata de la durée hebdomadaire des prestations.

Pour la détermination du montant journalier des allocations, revenu ou indemnités visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, le Forem tient compte :

- pour le premier mois de prestations, du montant au premier jour de l'exécution du contrat de formation-insertion tel que disponible auprès d'une source de données authentiques le jour de la signature du contrat de formation;

- pour les mois suivants, du montant au premier jour du mois échu disponible auprès d'une source de données authentiques au premier jour du mois échu.

Une modification ultérieure du montant journalier est sans influence sur le calcul de la prime visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La prime visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est calculée sur base des prestations mensuelles effectives durant le mois échu, déclarée par l'employeur sur la base de l'état de prestations enregistrées sur la plate-forme visée à l'article 9 du décret au plus tard le cinquième jour ouvrable du mois suivant, sans possibilité, pour l'employeur, de régularisation ou rectification ultérieure.

Lorsque la communication de l'état de prestation par l'employeur est réalisée par la voie postale, cachet de la poste faisant foi, ou par courriel, l'état de prestation doit être envoyé au Forem au plus tard le premier jour ouvrable du mois suivant, sans possibilité, pour l'employeur, de régularisation ou rectification ultérieure.

A défaut de communication au Forem de l'état de prestation dans les délais visés aux alinéas 5 et 6, la prime est versée sur base de la durée hebdomadaire des prestations prévue au contrat de formation-insertion.

§ 2. Conformément à l'article 6, alinéa 4, du décret, le Forem statue dans les trente jours de la demande complète et octroie une majoration de la prime lorsque le stagiaire apporte la preuve que durant l'exécution du contrat de formation-insertion, une augmentation des allocations, du revenu ou des indemnités visées à l'article 6, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret est à l'origine de la réduction du montant global dont le stagiaire bénéficie. Dans cette hypothèse, la somme des allocations, du revenu ou des indemnités et de la prime visée à l'article 6, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret, doit rester égale à l'addition de ces montants lors de la conclusion du contrat de formation-insertion. Le modèle de la demande est déterminé par le Forem.

La prime est indexée selon le mécanisme d'indexation du R.M.M.M.G. fixé par le Conseil national du Travail.

**Art. 14. § 1<sup>er</sup>.** Le Forem intervient, au prorata des prestations journalières réalisées, dans les frais de milieu d'accueil, de gardien et de maison d'enfants visée à l'article 6, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, du décret attesté par le stagiaire sur base de la facture de ces milieux ou de toute preuve de paiement s'élève à 4 euros par prestation journalière et par enfant.

L'intervention du Forem dans les frais de garderie scolaire visée à l'article 6, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, du décret attesté par le stagiaire sur base de la facture de la garderie ou de toute preuve de paiement s'élève à 2 euros par prestation journalière et par enfant.

Le Forem n'intervient pas pour les frais visés à l'article 6, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, du décret lorsque la facture ou les preuves de paiement les attestant sont transmis au Forem après un délai de 60 jours prenant cours le lendemain du jour où le contrat de formation-insertion prend fin.

§ 2. Sur base de la facture relative aux frais de formation fournie par l'employeur, le Forem rembourse à l'employeur les frais de la formation visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, du décret. Le montant du remboursement est limité au coût réel plafonné au tarif en vigueur dans les Centres de compétences pour une formation similaire ou proche dans le même secteur professionnel.

Par dérogation au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, le remboursement du prix facturé par le prestataire d'une formation à la conduite de véhicules nécessitant un permis de conduire des catégories C ou des catégories D, en ce compris les redevances payées aux centres agréés pour les examens théoriques et pratiques et les examens d'aptitude professionnelle est plafonné à un montant de cinq mille euros.

§ 3. Le Forem intervient dans les frais de déplacement par prestation journalière réalisée.

Le Forem n'intervient pas dans les frais de déplacement prévus à l'article 6 alinéa 2, 2<sup>o</sup>, du décret pour le stagiaire visé à l'article 2, 2<sup>o</sup>, e), si ceux-ci sont pris en charge par l'INAMI dans le cadre des trajets de réinsertion.

**Art. 15. § 1<sup>er</sup>.** L'intervention financière forfaitaire de l'employeur visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret est établie au prorata des prestations journalières réalisées et déclarées au Forem conformément aux modalités prévues à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéas 5 et 6, en fonction du salaire mensuel brut à l'embauche déclaré au Forem par l'employeur fixé dans le respect des conventions collectives de travail ou des barèmes applicables à l'employeur de la fonction publique concerné, selon la grille suivante :

ECHELLE SALARIALE	FACTURATION A L'EMPLOYEUR
< 1700 EUR	650 EUR
1700 à 1999,99 EUR	850 EUR
2000 à 2299,99 EUR	1050 EUR
2300 à 2600 EUR	1250 EUR
> 2600 EUR	1450 EUR

Si le contrat de formation-insertion est prévu à temps partiel, le montant du forfait est calculé selon la fraction d'occupation.

Les montants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont indexés selon le mécanisme d'indexation du R.M.M.M.G. fixé par le Conseil national du Travail.

§ 2. Le Forem adresse mensuellement à l'employeur une lettre de créance relative à son intervention financière forfaitaire fixée conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Dans un délai de 10 jours, à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de la lettre de créance, l'employeur verse au Forem l'intervention financière forfaitaire dont le montant figure sur la lettre de créance visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

A l'expiration du délai de 10 jours visé à l'alinéa 2, à défaut de versement au Forem de l'intervention financière forfaitaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Forem adresse à l'employeur un rappel l'invitant à payer dans un délai de 10 jours, à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel.

A l'expiration du deuxième délai de 10 jours visé à l'alinéa 3, à défaut de versement au Forem de l'intervention financière visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Forem procède à sa récupération par toute voie de droit.

§ 3. Pour les primo-employeurs, une réduction de l'intervention financière fixée conformément au paragraphe 1<sup>er</sup> de deux cents euros est appliquée sur la première lettre de créance du Forem.

**Art. 16.** Pour l'application de l'article 5, § 2, du décret, lorsque le Forem constate un manquement aux obligations visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, il adresse un avertissement motivé à l'employeur.

L'employeur peut faire valoir ses moyens de défense par écrit auprès du Forem dans un délai de trente jours à compter de la notification de l'avertissement.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le Forem procède annuellement à l'évaluation du décret sur base, notamment, des éléments suivants :

- 1° les informations relatives aux nombre de contrats de formation-insertion conclus;
- 2° les informations relatives aux profils des stagiaires;
- 3° les informations relatives aux profils des employeurs ventilés notamment par taille et commission paritaire;
- 4° le type d'activité professionnelle pour laquelle un contrat de formation-insertion est réalisé;
- 5° le régime horaire et la durée des contrats de formation-insertion;
- 6° les opérateurs de formation ainsi que la nature des formations organisées chez ces opérateurs repris dans les contrats de formation-insertion;
- 7° l'analyse du délai de traitement des dossiers;
- 8° l'analyse du taux d'aboutissement des contrats de formation-insertion, en ce compris les causes de rupture et de non-aboutissement;
- 9° l'analyse du taux d'insertion à l'issue du contrat de formation-insertion;
- 10° le nombre d'employeurs recrutant au moins dix stagiaires en même temps ainsi que le taux d'insertion de ces recrutements;
- 11° le nombre de contrat conclus avec une agence de travail intérimaire ainsi que le taux d'insertion de ces recrutements.

Le rapport d'évaluation réalisé par le Forem est transmis au Comité de gestion du Forem et au Ministre.

§ 2. Le Forem effectue un suivi budgétaire semestriel.

Sur la base du suivi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre peut, aux conditions du présent arrêté et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, limiter le remboursement des formations visé à l'article 14, § 2.

**Art. 18.** Le comité visé à l'article 8 du décret fixe les règles de son fonctionnement dans un règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur est soumis au Ministre pour approbation.

**Art. 19.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2007 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

2° l'arrêté ministériel du 19 décembre 2007 déterminant les modalités d'exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 novembre 2007 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant.

**Art. 20.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2019.

**Art. 21.** Le Ministre de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202675]

**25 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op de wet van 24 juli 1987 op de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, ingevoegd bij de wet van 23 december 2005, inzonderheid op artikel 1, § 7;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding, inzonderheid op de artikelen 2, leden 3, 4, 5, § 1, leden 3 en 5, en § 2, 6, leden 2, 1° en 3°, en 4, 7, lid 2, 9, § 7, 10 en 16, lid 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2007 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

Gelet op het ministerieel besluit van de Waalse Regering van 19 december 2007 tot bepaling van de nadere uitvoeringsregels van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 december 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2018;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), gegeven op 4 februari 2019;

Gelet op het rapport van 5 december 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het decreet in werking zal treden op 1 mei 2019, dat de afdeling wetgeving gevat is over hetzelfde ontwerp binnen een termijn van dertig dagen, dat het ontwerpdecreet op de agenda van de plenaire zitting van het Parlement van 20 maart 2019 stond, dat, gelet op de bijzondere politieke omstandigheden deze plenaire zitting met vijftien dagen is uitgesteld, dat de afdeling wetgeving op 1 april 2019 heeft vastgesteld dat het decreet betreffende de individuele beroepsopleiding enkel nog als ontwerp bestond, dat de wetgever ondanks alles de datum voor de inwerkingtreding, voorzien op 1 mei 2019, heeft behouden om zo spoedig mogelijk over een flexibele regeling te beschikken, aangepast aan de constant en snel evoluerende ondernemingen en aan de profielen van de werkzoekenden, dat de bepalingen van het decreet niet toegepast zullen kunnen worden zonder uitvoeringsbesluit, dat het decreet machtigingen bevat die niet met terugwerkende kracht in werking kunnen worden gesteld en dat het in die omstandigheden niet mogelijk zal zijn om met een verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen het ontwerpbesluit op dezelfde datum als het decreet in werking te laten treden;

Gelet op het advies nr. 65.871/2 van de Raad van State, gegeven op 10 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 11 januari 2019;

Gelet op advies nr. 1414 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 28 januari 2019;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt gedeeltelijk een aangelegenheid bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 127, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet: het decreet van 4 april 2019 betreffende de individuele beroepsopleiding;

2° de stagiair die moeilijkheden inzake inschakeling ondervindt, ofwel:

- a) de stagiair die niet houder is van het getuigschrift van de derde graad van het secundair onderwijs;
- b) de stagiair jonger dan vijftientig jaar zijn die, op het tijdstip waarop de overeenkomst voor een instapopleiding gesloten wordt, sinds minder dan één jaar werkloos is;
- c) de stagiair jonger dan vijftientig jaar zijn die, op het tijdstip waarop de overeenkomst voor een instapopleiding gesloten wordt, sinds minder dan twee jaar werkloos is;
- d) de stagiair die een erkenning van zijn handicap heeft verkregen;
- e) de stagiair ten laste van RIZIV die begeleid wordt in het kader van een herinschakelingstraject, ongeacht of dit een heroriënteringstraject dan wel een beroepsrehabilitatietraject is;

3° de nieuwkomende werkgever: de werkgever die op dag waarop de overeenkomst voor een instapopleiding gesloten wordt geen enkele indienstneming heeft verricht overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

4° de Minister: de Minister bevoegd voor Vorming.

**Art. 3.** Overeenkomstig artikel 16, lid 2, van het decreet, wordt de inwerkingtreding van het decreet uitgesteld tot 1 april 2022 voor de werkgevers uit de overheid die niet onderworpen zijn aan de wet van 5 december 1968 over de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, uitgezonderd:

1° de autonome overheidsbedrijven;

2° de plaatselijke besturen voor beroepsactiviteiten waarvoor er een proces ter bekrachtiging van vaardigheden bestaat, aanbevolen bij de omzendbrief van de Minister van Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid van 25 januari 2011 betreffende de bekrachtiging van de vaardigheden in het kader van het pact voor een sterke en solidaire plaatselijk en provinciaal openbaar ambt.

De Minister kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

**Art. 4.** § 1. De onderneming voor uitzendarbeid die een overeenkomst voor een instapopleiding sluit, selecteert de stagiair en de werkgever-gebruiker. De werkgever-gebruiker is als referentie in het opleidingsplan opgenomen.

§ 2. De overeenkomst voor een instapopleiding, gesloten met een onderneming voor uitzendarbeid, kan enkel worden toegestaan aan stagiairs die aan volgende voorwaarden voldoen:

a) jonger dan vijfentwintig jaar zijn en, op het tijdstip waarop de overeenkomst voor een instapopleiding gesloten wordt, sinds minder dan één jaar niet-werkende zijn;

b) minstens vijftig jaar oud zijn en, op het tijdstip waarop de overeenkomst voor een instapopleiding gesloten wordt, sinds minder dan één jaar niet-werkende zijn.

§ 3. De duur van de overeenkomst voor een instapopleiding, gesloten met een onderneming voor uitzendarbeid, bedraagt minstens vier en hoogstens dertien weken.

De stagiair waarvoor de overeenkomst voor een instapopleiding gesloten wordt met een onderneming voor uitzendarbeid kan, in de loop van de drie maanden voorafgaand aan genoemde overeenkomst, tijdens hoogstens twintig werkdagen in de functie waarvoor genoemde overeenkomst met de onderneming voor uitzendarbeid gesloten is, een interimopdracht verricht hebben voor de werkgever-gebruiker.

**Art. 5.** De prestaties van de overeenkomst voor een instapopleiding kunnen niet beginnen vóór de ondertekening ervan door de drie partijen.

Er mag voor de beroepsactiviteit geen enkele prestatie in het kader van een arbeidsovereenkomst verricht zijn vóór de ondertekening van de overeenkomst voor een instapopleiding door de drie partijen, uitgezonderd de prestaties verricht in het kader van een arbeidsovereenkomst, met inbegrip van een uitzendarbeidscontract, waarvan de gecumuleerde duur niet meer dan twintig dagen over de drie voorafgaande maanden mag bedragen.

**Art. 6.** § 1. De overeenkomst voor een instapopleiding duurt minstens vier en hoogstens zesentwintig weken.

In afwijking van lid 1 kan de overeenkomst voor een instapopleiding voor de stagiair die moeilijkheden met de inschakeling ondervindt, een langere duur hebben dan zesentwintig weken, zonder de tweeënvijftig weken te overschrijden.

De duur van de overeenkomst voor een instapopleiding hangt af van het verschil tussen de competenties van de stagiair en de competenties die verworven dienen te zijn na afloop van genoemde overeenkomst.

§ 2. In geval van periodes van opschorting van de overeenkomst voor een instapopleiding wegens ziekte, arbeidsongeval, ongeval op de weg van en naar het werk, staking in de onderneming, economische werkloosheid, slechte weersomstandigheden, collectieve sluiting van de onderneming wegens de jaarlijkse vakantie of bij overmacht, jaarlijkse vakantie van de stagiair waarmee de werkgever heeft ingestemd en op verzoek van de onderneming, geformuleerd uiterlijk zeven dagen voor de aanvankelijke afloop van de opleiding/inschakelingsonderneming, kan "Forem" de aanvankelijke duur van de instapopleiding overeenkomstig de duur van de periodes van opschorting verlengen.

De overeenkomst voor een instapopleiding wordt enkel met de duur van de periodes van opschorting van de overeenkomst voor een instapopleiding verlengd als de som van in lid 1 bedoelde periodes minstens gelijk is aan zeven werkdagen.

**Art. 7.** De overeenkomst voor een instapopleiding bevat met name:

1° de omschrijving van de in te vullen beroepsactiviteit;

2° het opleidingsplan ;

3° de duur van de overeenkomst voor een instapopleiding;

4° de wekelijkse duur van de daadwerkelijke prestaties, uitgedrukt in het aantal uren per week, vastgelegd in functie van de bepalingen betreffende de duur en de arbeidsuurregeling die bij werkgever van kracht is voor de beroepsactiviteit bedoeld onder 1°, zonder de mogelijkheid evenwel om overuren te verrichten;

5° de wijze van berekening van de premie bedoeld in artikel 6, lid 2, 1°, van het decreet;

6° de wijze van berekening van de vergoeding wegens reiskosten, bedoeld in artikel 6, lid 2, 2°, van het decreet;

7° de wijze van berekening van de vergoeding wegens eventuele kosten voor de opvang, bedoeld in artikel 6, lid 2, 3°, van het decreet;

8° de verbintenissen van de werkgever betreffende de verplichtingen bedoeld in artikel 5, § 1, van het decreet;

9° het brutomaandloon bij de aanwerving van de stagiair, vastgesteld voor de beroepsactiviteit bedoeld onder 1°, met inachtneming van de collectieve arbeidsovereenkomsten of de barema's die van toepassing zijn bij de betrokken overheid als werkgever;

10° de nadere evaluatieregels van de opleiding.

Behalve de bepalingen bedoeld in lid 1 moet de overeenkomst voor een instapopleiding voorzien in een proefperiode gelijk aan een derde van de voorziene duur ervan. Ze duurt minimum twee en maximum acht weken.

Tijdens deze proefperiode kan elkeen der partijen huidige overeenkomst beëindigen, mits een vooropzeg van zeven dagen waarvan tegelijk aan de twee andere partijen kennis is gegeven middels een aangetekende zending waarin het (de) motieven van de verbreking wordt (worden) opgegeven, waarbij deze hun effect sorteren de derde werkdag volgens op de datum van verzending ervan.

Het model van de opleiding-inschakelingsovereenkomst wordt door de Minister bepaald.

Elke andersluidende clausule dan in bedoeld model wordt ongeschreven geacht.

**Art. 8.** § 1. Tijdens de uitvoering van de overeenkomst voor een instapopleiding ziet "Forem" toe op het vlotte verloop van de opleiding, in voorkomend geval, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de werkgever of van de stagiair.

Als het verzoek van de werkgever of de stagiair uitgaat, gaat "Forem" erop in binnen een termijn van hoogstens achtenveertig uren.

Dit toezicht op het vlot verloop heeft met name betrekking op volgende aspecten:

1° de inachtneming, door de partijen, van de voorwaarden van uitvoering van de overeenkomst voor een instapopleiding, met name de inachtneming van de uurroosters;

2° de integratie van de stagiair bij de werkgever;

3° de integratie van de stagiair op zijn arbeidspost;

4° de opvolging en de begeleiding van de stagiair door de werkgever en, in voorkomend geval, door de mentor;

5° de door de stagiair en de werkgever opgegeven evolutie ter zake van competenties, overeenkomstig de respectievelijke overeenkomsten, vastgesteld in het opleidingsplan.

§ 2. Na afloop van de overeenkomst voor een instapopleiding reikt de werkgever het attest van beroepsbekwaamheden bedoeld in artikel 5, § 1, lid 1, 8°, van het decreet. Hij richt er een afschrift van aan "Forem".

Indien de stagiair niet instemt met de mate van verwerving van de beroepsbekwaamheden, dient hij binnen een termijn van tien dagen een beroep in. Het beroep wordt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan "Forem" gericht of tegen een bericht van ontvangst eigenhandig bij "Forem" afgegeven. In het beroep worden de exacte gegevens die dit beroep motiveren, vermeld. Binnen de tien dagen volgend op de ontvangst van het beroep, hoort "Forem" de stagiair en de werkgever. "Forem" geeft, binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de hoorzitting, bij aangetekend schrijven, kennis van zijn beslissing aan de stagiair en aan de werkgever. De stagiair en de werkgever kunnen zich laten bijstaan door een persoon van hun keuze.

§ 3. Op grond van het attest van beroepsbekwaamheden verricht "Forem", per jaar, in de maand volgend op het einde van de overeenkomst voor een instapopleiding en op toevallige wijze voor twintig percent van de overeenkomsten voor een instapopleiding, het nazicht op de verplichting tot opleiding bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, 7° en 8°, van het decreet.

**Art. 9.** § 1. Een overeenkomst tot overmaking van de verplichting bepaald in artikel 5, § 1, lid 1, 9°, van het decreet wordt gesloten tussen de werkgever bij welke de stagiair de overeenkomst voor een instapopleiding heeft verricht en de werkgever die zich ertoe verbindt, de verplichting bedoeld in artikel 5, § 1, lid 1, 9°, na te leven.

Elke overeenkomst wordt voor "Forem" erkend voor iedere aanvang van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst.

Het model van de overeenkomst wordt door de Minister bepaald.

§ 2. Als "Forem" niet het bewijs van de verplichting bedoeld in artikel 5, § 1, lid 1, 9°, van het decreet krijgt via authentieke gegevensbronnen en op zijn verzoek, verstrekt de werkgever hem een afschrift van de arbeidsovereenkomst, gesloten na afloop van de overeenkomst voor een instapopleiding.

In geval van samensmelting, splitsing, overdracht of opslorping worden de overeenkomst voor een instapopleiding en de arbeidsovereenkomst, gesloten na afloop ervan, onder dezelfde voorwaarden behouden door de nieuw ontstane entiteit.

**Art. 10.** De overeenkomst voor een instapopleiding kan voortijdig eindigen, o.a.:

1° op de datum waarop de curator het faillissement van de werkgever mededeelt;

2° bij een gemotiveerde beslissing van de stagiair bij niet-inachtneming door de werkgever van de verplichtingen bepaald in artikel 5, § 1, lid 1, 3°, 4° en 7°, van het decreet;

3° bij een gemotiveerde beslissing van de werkgever in geval van staking van activiteiten, onbekwaamheid van de stagiair met betrekking tot zowel zijn lichamelijke als geestelijke capaciteiten, evenals tot zijn competenties inzake gedragingen en relaties, het niet-verkrijgen van de voorziene attestering op vlak van opleiding die verplicht zou zijn voor de uitoefening van het aangeleerd beroep, in geval van vroegtijdige indienstneming van de stagiair die alle vereiste competenties voor de post heeft verworven voor beëindiging van de opleidingsperiode;

4° bij een gemotiveerde beslissing van "Forem" bij niet-inachtneming door de werkgever van de verplichtingen bepaald in artikel 5, § 1, lid 1, 5°, 6°, 12° en 14° van het decreet.

De informatie met betrekking tot de verbreking van de overeenkomst voor een instapopleiding en de motivering ervan worden binnen de zeven dagen volgend op de dag van uitwerking van de verbreking aan "Forem" overgemaakt.

**Art. 11.** De aanvraag bedoeld in artikel 4 van het decreet wordt per post of via e-mail of via het daartoe voorziene informaticaplatform aan "Forem" gericht.

De aanvraag bevat met name:

1° de identificatiegegevens van de werkgever en de persoon gemachtigd om hem te vertegenwoordigen bij het sluiten van de overeenkomst voor een instapopleiding;

2° de naam, de beroepservaring en de kwalificaties van de mentor(en) bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 4°, van het decreet;

3° de kenmerken van de in te vullen beroepsactiviteit;

4° in voorkomend geval, de identificatie van de stagiair en diens competenties;

5° in voorkomend geval, een voorstel tot opleidingsplan waarin de te vervullen taken en de te verwerven competenties van de stagiair, evenals de dienovereenkomstige duur, omstandig worden opgegeven;

6° de voorwaarden van aanwerving zoals aangeboden na afloop van de overeenkomst voor een instapopleiding, met name het type arbeidsovereenkomst, het brutomaandloon bij de aanwerving van de stagiair zoals vastgelegd voor de in te vullen beroepsactiviteit met inachtneming van de collectieve arbeidsovereenkomsten of de barema's die van toepassing zijn op de overheidsdienst als werkgever en de wekelijkse duur van de prestaties van de overeenkomst voor een instapopleiding met inachtneming van de collectieve arbeidsovereenkomsten of de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de duur van de prestaties, van toepassing op de betrokken overheidsdienst als werkgever.



**Art. 12.** § 1. "Forem" is belast met de behandeling van elke aan hem gerichte aanvraag.

§ 2. "Forem" bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen na ontvangst ervan.

Als de aanvraag of het dossier onvolledig is, verwittigt "Forem" de werkgever in het bericht van ontvangst en laat hij hem in hetzelfde schrijven weten dat de termijn bedoeld in paragrafen 3 opgeschort wordt tot de inontvangstneming van de ontbrekende stukken of gegevens.

De werkgever dient de ontbrekende stukken of gegevens in volgens de modaliteiten die voor de aanvraag gelden.

"Forem" stuurt binnen vijftien dagen na de datum van verzending van het bericht van ontvangst een rappelbrief met de lijst van de ontbrekende stukken naar de werkgever.

Als hij ze niet binnen vijftien na die rappelbrief ontvangen heeft, wordt de aanvraag als afgedaan beschouwd.

§ 3. "Forem" neemt zijn beslissing binnen de veertien dagen volgend op de ontvangst van het volledige dossier.

Bij gebrek aan beslissing binnen de termijn bedoeld in het eerste lid wordt de beslissing geacht gunstig te zijn voor de werkgever.

**Art. 13.** § 1. De maandelijks premie bedoeld in artikel 6, lid 2, 1°, van het decreet bedraagt voor een overeenkomst voor een instapopleiding waarvan de wekelijkse duur van de prestaties overeenstemt met een voltijdse arbeidsregeling:

1° twintig percent van het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen (GGMMI), vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad als het bedrag van de uitkeringen, het inkomen of vergoedingen bedoeld in artikel 6, lid 2, 1°, van het decreet 38,50 euro per dag of meer bedraagt, aangepast volgens de indexering van de sociale uitkeringen;

2° veertig percent van het GGMMI, vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad als het bedrag van de uitkeringen, het inkomen of vergoedingen bedoeld in artikel 6, lid 2, 1°, van het decreet schommelt tussen 25,66 euro per dag en 38,49 euro per dag, aangepast volgens de indexering van de sociale uitkeringen;

3° zestig percent van het GGMMI, vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad als het bedrag van de uitkeringen, het inkomen of vergoedingen bedoeld in artikel 6, lid 2, 1°, van het decreet 25,65 euro per dag bedraagt, aangepast volgens de indexering van de sociale uitkeringen;

4° tachtig percent van het GGMMI, vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad als de stagiair geen enkele uitkering, geen enkel inkomen of geen enkele vergoeding krijgt als bedoeld in artikel 6, lid 2, 1°, van het decreet.

Als de wekelijkse duur van de prestaties van de overeenkomst voor een instapopleiding overeenstemt met een deeltijdse arbeidsregeling, wordt het bedrag van de premie bedoeld in lid 1 berekend in verhouding tot de wekelijkse duur van de prestaties.

Voor de bepaling van het dagelijks bedrag van de uitkeringen, het inkomen of de vergoedingen bedoeld in lid 1, 1°, 2°, 3° en 4°, houdt "Forem" rekening:

- voor de eerste maand van prestaties, met het bedrag op de eerste dag van de uitvoering van de overeenkomst voor een instapvergoeding zoals beschikbaar bij een authentieke gegevensbron de dag van ondertekening van het opleidingscontract;

- voor de volgende maanden, met het bedrag op de eerste dag van de vervallen maand, beschikbaar bij een authentieke gegevensbron op de eerste dag van de vervallen maand.

Een latere wijziging van het dagelijks bedrag is van generlei invloed op de berekening van de premie bedoeld in lid 1.

De premie bedoeld in lid 1 wordt berekend op grond van de daadwerkelijke maandelijks prestaties gedurende de afgelopen maand, door de werkgever aangegeven op grond van de prestatiestaat zoals aangegeven op het platform bedoeld in artikel 9 van het decreet, uiterlijk de vijfde werkdag van de volgende maand zonder mogelijkheid voor de werkgever tot latere regularisatie of rechtzetting.

Wanneer de mededeling van de prestatiestaat door de werkgever via de post, met de datum van de poststempel als bewijs, of via e-mail gebeurt, dient de prestatiestaat uiterlijk aan "Forem" te worden gericht de eerste werkdag van de volgende maand, zonder mogelijkheid voor de werkgever tot latere regularisatie of rechtzetting.

Wordt de prestatiestaat niet binnen de termijnen, bedoeld in de leden 5 en 6, aan "Forem" medegedeeld, dan wordt de premie gestort op basis van de wekelijkse duur van de prestaties als bepaald in de overeenkomst voor een instapopleiding.

§ 2. Overeenkomstig artikel 6, lid 4, van het decreet, beslist "Forem" binnen de dertig dagen na de volledige aanvraag en verleent een verhoging van de premie wanneer de stagiair het bewijs levert dat er tijdens de uitvoering van de overeenkomst voor een instapopleiding een verhoging van de uitkeringen, van het inkomen of van de vergoedingen bedoeld in artikel 6, lid 2, 1°, van het decreet aan de oorsprong ligt van de vermindering van het globale bedrag die de stagiair geniet. In deze veronderstelling dient de som van de uitkeringen, het inkomen of de vergoedingen en van de premie bedoeld in artikel 6, lid 2, 1°, van het decreet gelijk blijven aan de optelsom van deze bedragen bij het sluiten van de overeenkomst voor een instapopleiding. Het model van de aanvraag wordt door "Forem" bepaald.

De premie wordt geïndexeerd volgens het indexeringsmechanisme van het GGMMI, zoals vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad.

**Art. 14.** § 1. "Forem" komt naar verhouding van de geleverde dagprestaties tussenbeide in de kosten voor opvang, kinderonthaal of kinderkuis bedoeld in artikel 6, lid 2, 3°, van het decreet, aangetoond door de stagiair op basis van de factuur van bedoelde opvangmilieus of ieder betaalbewijs voor 4 euro per dagprestatie en per kind.

De tussenkomst van "Forem" in naschoolse kinderopvangkosten bedoeld in artikel 6, lid 2, 3°, van het decreet, aangetoond door de stagiair op basis van de factuur van de kinderopvang of ieder betaalbewijs bedraagt 2 euro per dagprestatie en per kind.

"Forem" komt niet tussenbeide in de kosten bedoeld in artikel 6, lid 2, 3°, van het decreet wanneer de factuur of de betaalbewijzen waarmee zij worden aangetoond na een termijn van 60 dagen, ingaand daags na de dag waarop de overeenkomst voor een instapopleiding beëindigd wordt, aan "Forem" worden overgemaakt.

§ 2. Op basis van de factuur voor opleidingskosten, verstrekt door de werkgever, betaalt "Forem" de werkgever de opleidingskosten bedoeld in artikel 5, § 1, lid 1, 7°, van het decreet terug. Het bedrag van de terugbetaling wordt beperkt tot de werkelijke kostprijs, met als maximumbedrag het vigerend tarief van de kenniscentra voor een gelijksoortige of aanverwante opleiding in dezelfde beroepssector.

In afwijking van paragraaf 2, lid 1, wordt de terugbetaling van de prijs die door de verstrekker van een opleiding voor het besturen van voertuigen waarvoor een rijbewijs van categorie C of categorie D nodig is, met inbegrip van de retributies betaald aan de erkende centra voor de theoretische en praktische examens en de examens van beroepsbekwaamheid, beperkt tot het maximumbedrag van vijfduizend euro.

§ 3. "Forem" komt tussenbeide in de reiskosten per verstrekte dagprestatie.

"Forem" komt niet tussenbeide in de reiskosten bepaald in artikel 6, lid 2, 2°, van het decreet voor de stagiair bedoeld in artikel 2, 2°, e), als deze kosten reeds door RIZIV overgenomen worden in het kader van de re-integratietrajecten.

**Art. 15.** § 1. De forfaitaire financiële tegemoetkoming van de werkgever, bedoeld in artikel 5, § 1, 6°, van het decreet wordt vastgesteld naar verhouding tot de verstrekte dagprestaties, bij "Forem" aangegeven overeenkomstig de nadere regels bedoeld in artikel 13, § 1, leden 5 en 6, in functie van het brutomaandloon aangegeven door de werkgever bij "Forem" zoals vastgesteld met inachtneming van de collectieve arbeidsovereenkomsten of de barema's van toepassing op overheidsdienst als werkgever, volgens hiernavolgend rooster:

LOONSCHAAL	FACTURERING AAN WERKGEVER
< 1700 EUR	650 EUR
1700 tot 1999,99 EUR	850 EUR
2000 tot 2299,99 EUR	1050 EUR
2300 tot 2600 EUR	1250 EUR
> 2600 EUR	1450 EUR

Als de overeenkomst voor een instapopleiding voorzien is voor een deeltijdse arbeidsregeling, wordt het bedrag van het forfait volgens het breukdeel van de tewerkstelling berekend.

De bedragen bedoeld in lid 1 worden geïndexeerd volgens het indexeringsmechanisme van het GGMMI, zoals vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad.

§ 2. "Forem" richt maandelijks een schuldvordering aan de werkgever met betrekking tot zijn forfaitaire financiële tegemoetkoming, vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1.

Binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de derde werkdag volgend op de datum van verzending van de schuldvordering stort de werkgever de forfaitaire financiële tegemoetkoming waarvan het bedrag op de schuldvordering bedoeld in lid 1 opgenomen is, aan "Forem".

Bij verstrijken van de termijn van tien dagen bedoeld in lid 1 richt "Forem", wanneer de forfaitaire financiële tegemoetkoming bedoeld in lid 1 niet aan "Forem" is gestort, een rappelbrief aan de werkgever waarin hij verzocht wordt te betalen binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de derde werkdag volgend op de datum van de rappelbrief.

Bij verstrijken van de tweede termijn van tien dagen bedoeld in lid 3 gaat "Forem", wanneer de financiële tegemoetkoming bedoeld in lid 1 niet aan "Forem" is gestort, tot het vorderen ervan bij elk rechtsmiddel.

§ 3. Voor nieuwkomende werkgevers wordt er een vermindering van de financiële interventie vastgesteld overeenkomstig paragraaf 1 met tweehonderd euro toegepast op de eerste schuldvordering van "Forem".

**Art. 16.** Voor de toepassing van artikel 5, § 2, van het decreet richt "Forem", wanneer een tekortkoming wordt vastgesteld in de verplichtingen bedoeld in artikel 5, § 1, lid 1, van het decreet, een gemotiveerde waarschuwing aan de werkgever.

De werkgever kan zijn verweermiddelen schriftelijk bij "Forem" te gelde maken, binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de kennisgeving van de waarschuwing.

**Art. 17.** § 1.

"Forem" gaat jaarlijks tot de evaluatie van het decreet over, op basis van meer bepaald volgende elementen:

- 1° informatie over het aantal gesloten overeenkomsten voor een instapopleiding;
- 2° informatie over de profielen van de stagiairs;
- 3° informatie over de profielen van de werkgevers, opgesplitst, met name, in functie van omvang en paritair comité;
- 4° het type beroepsactiviteit waarvoor een overeenkomst voor een instapopleiding wordt verwezenlijkt;
- 5° de arbeidsregeling en de duur van de overeenkomst voor een instapopleiding;
- 6° de opleidingenverstrekkers, evenals de aard van de opleidingen die zij organiseren, vermeld in de overeenkomsten voor een instapopleiding;
- 7° de analyse van de termijn voor de behandeling van de dossiers;
- 8° de analyse van het voltooiingspercentage van de overeenkomsten voor een instapopleiding, met inbegrip van de oorzaken voor het afbreken en het niet-voltooiën ervan;

9° de analyse van het inschakelingspercentage na afloop van de overeenkomst voor een instapopleiding;

10° het aantal werkgevers die minstens tien stagiairs tegelijk aanwerven, evenals het inschakelingspercentage onder die aanwervingen;

11° het aantal contracten, gesloten met een agentschap voor uitzendarbeid, evenals het inschakelingspercentage onder die aanwervingen.

Het evaluatieverslag, verwezenlijkt door "Forem", wordt overgemaakt aan het beheerscomité van "Forem" en aan de Minister.

§ 2. "Forem" verricht een halfjaarlijkse budgetaire opvolging.

Op grond van de opvolging, bedoeld in lid 1, kan de Minister, onder de voorwaarden van dit besluit en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, de terugbetaling van de opleidingen bedoeld in artikel 14, § 2, beperken.

**Art. 18.** Het comité bedoeld in artikel 8 van het decreet stelt de werkingsregels ervan in een huishoudelijk reglement vast. Het huishoudelijk reglement wordt de Minister ter goedkeuring voorgelegd.

**Art. 19.** Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 14 november 2007 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

2° het ministerieel besluit van de Waalse Regering van 19 december 2007 tot bepaling van de nadere uitvoeringsregels van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien.

**Art. 20.** Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2019.

**Art. 21.** De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202676]

**25 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel déterminant les modalités d'exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle**

Le Ministre de la Formation,

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, les articles 4 et 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, les articles 7 et 9;

Considérant les propositions soumises par le Forem,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 7, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif à la formation professionnelle individuelle, ci-après dénommé l'« arrêté », le modèle du contrat de formation-insertion est établi conformément à l'annexe 1<sup>re</sup> du présent arrêté.

**Art. 2.** Le Forem est habilité à agréer la convention visée à l'article 9 de l'arrêté, sur base d'une demande qui lui est adressée par l'employeur initial.

Le Forem accuse réception de la demande au plus tard dans les dix jours. Si la demande est incomplète, il en avise l'employeur en lui faisant part de la suspension du délai visé à l'alinéa suivant, jusqu'à réception des pièces ou renseignements manquants.

Le Forem prend sa décision dans les quinze jours qui suivent la réception de la demande complète.

**Ar. 3.** Le modèle de la convention visée à l'article 9 de l'arrêté est établi conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2019.

Namur, le 25 avril 2019.

P.-Y. JEHOLET